

POUR LES SERVICES PUBLICS, POUR UN BUDGET À HAUTEUR DES BESOINS, POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES

Les organisations syndicales de la fonction publique CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires appellent à la mobilisation des personnels de la fonction publique le mardi 29 septembre prochain sur tout le territoire.

Les organisations syndicales du Puy de Dôme constatent que l'épisode caniculaire de cet été, avec des milliers de décès et de nombreux feux de forêts sans moyens adaptés pour y faire face, démontre une fois de plus que le gouvernement n'a rien anticipé, rien organisé. Les citoyens, les personnels, sont mis en danger par manque de moyens dans les services publics, parce que l'état n'assure pas ses missions.

Malgré ce qui s'est passé cet été, le gouvernement entend poursuivre sa politique d'économies en prévoyant d'autres coupes budgétaires dans les services publics, tout en continuant à préserver les intérêts du patronat (211 milliards versés au CAC40) et à financer généreusement la marche à la guerre (+ 36 milliards en 2026).

Les premières annonces budgétaires pour 2027 font planer la menace de nouvelles contraintes sur les services publics ainsi que sur les rémunérations et sur les conditions de travail de leurs agent-es. Nos organisations syndicales réaffirment que d'autres choix sont possibles, fondés sur une meilleure répartition des richesses, sur la justice sociale et fiscale.

L'actualité de l'été (canicules à répétition, sécheresse, incendies gigantesques...) a rappelé combien il est nécessaire de renforcer la fonction publique et ses missions de service public.

Les services publics permettent d'amortir les crises, notamment climatiques, pour l'ensemble de la population. Alors que tous les experts scientifiques s'accordent à considérer que l'été 2026 ne sera plus une exception à l'avenir, il est indispensable de donner aux services publics les moyens de répondre aux besoins actuels et futurs.

Les piratages massifs montrent qu'il y a urgence à redonner aux services les outils et les moyens d'assurer la sécurité des données. C'est un enjeu de sécurité nationale et de confiance.

Alors que les rémunérations ont été durablement affaiblies par l'inflation et le gel de la valeur du point d'indice, près d'un million d'agentes voient leur traitement indiciaire rattrapé, voire dépassé, par le SMIC. Les conditions de travail se dégradent et les agent-es sont toujours plus nombreuses à exercer leurs missions dans des services sous tension, ce qui aggrave les risques psychosociaux. Dans la plupart des secteurs professionnels, les difficultés de recrutement et de fidélisation s'aggravent alors même que les départs en retraite de plus en plus nombreux et anticipables vont nécessiter des recrutements massifs. C'est donc l'avenir des services publics qui est en jeu.

LE MARDI 29 SEPTEMBRE

DÉPART DE LA MANIFESTATION

PLACE DU 1^{ER} MAI À 10H00



Nos organisations réaffirment leurs revendications communes :

- › des moyens budgétaires à la hauteur des besoins et des missions des services publics ;
- › une fonction publique en capacité d'assurer partout l'égalité d'accès aux services publics et la continuité de ses missions d'intérêt général, notamment face aux conséquences du dérèglement climatique.
- › des mesures salariales générales à la hauteur des missions des agent.es du service public :
 - une revalorisation significative de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation ;
 - la refonte des grilles indiciaires permettant, dans chaque catégorie, une véritable progression de carrière et la sortie des débuts de carrière du niveau du SMIC, ainsi que la revalorisation des filières à prédominance féminine ;
 - le rétablissement du versement de la garantie individuelle de pouvoir d'achat ;
 - le maintien à 100 % des rémunérations versées aux agentes en congé de maladie ordinaire et l'abrogation du jour de carence ;
 - l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
 - le maintien du pouvoir d'achat des retraité.es.

Les organisations syndicales de la fonction publique exigent une juste reconnaissance de l'engagement des agentes publics au service de l'intérêt général et le respect de leurs missions. Les agentes publics, fonctionnaires comme contractuelles, et la population ne doivent pas payer le prix de choix budgétaires qui ne répondent ni aux besoins sociaux ni aux enjeux auxquels notre pays est confronté.

Les organisations syndicales de la fonction publique appellent l'ensemble des agentes et agents publics à se mobiliser massivement, par la grève et les manifestations.